

## AUTOMOBILE

# Chez Volkswagen ça sent le gaz (d'échappement)

Le constructeur allemand a triché aux États-Unis sur les contrôles antipollution, une duperie qui va lui coûter très cher financièrement et en termes d'image.

« Désastre », « choc », « débâcle » : les titres de la presse allemande étaient, hier, à la mesure de la commotion suscitée par la révélation d'une manipulation de Volkswagen, récemment devenu numéro un mondial des ventes devant Toyota et General Motors.

L'affaire « avoit pour le groupe des conséquences financières considérables, qui ne sont pas encore calculables », estime le spécialiste automobile Ferdinand Dudenhöffer. Hier, le titre Volkswagen a perdu 17,14 % en Bourse.

## Jusqu'à 18 milliards de dollars d'amende

Selon les autorités américaines, 482 000 véhicules des marques Volkswagen et Audi, fabriqués entre 2009 et 2015 et vendus aux États-Unis, ont été équipés d'un logiciel sophistiqué capable de détecter automatiquement à quel moment ils étaient soumis à un test de mesure de la pollution. Le programme informatique enclenche alors un mécanisme de limitation des émissions de gaz polluants. Hors contrôles, les voitures contrevenaient aux normes environnementales.

Le mastodonte allemand s'expose non seulement à des amendes pouvant se monter au total à 18 milliards de dollars (16 milliards d'euros), mais aussi au coût – des millions, voire des milliards de dollars – des rappels de tous les véhicules concernés, et à de possibles poursuites judiciaires de la part de leurs propriétaires.

Et le scandale menace de faire des petits. « On se demande à présent si la manipulation n'a pas eu lieu non seulement aux États-Unis mais aussi sur d'autres marchés, comme l'Europe », souligne Stefan Bratzel, directeur du centre allemand de recherche sur l'automobile CAM.

La Corée du Sud va ainsi contrôler les niveaux d'émission de polluants de trois modèles de Volkswagen.

## D'autres constructeurs ?

Le scandale pourrait même s'étendre à d'autres marques. Berlin veut procéder à des vérifications auprès de tous les constructeurs automobiles, et hier soir, les États-Unis annonçaient qu'ils étaient



Martin Winterkorn est le patron de Volkswagen depuis 2007. Après un long bras de fer, il a réussi, au printemps dernier, à pousser vers la sortie Ferdinand Piëch, le président du conseil de surveillance.

Photo AFP

daient leur enquête à d'autres constructeurs. Les tests ont déjà commencé !

Volkswagen a décidé d'arrêter jusqu'à nouvel ordre la vente de ses modèles diesel quatre cylindres de ses marques VW et Audi aux États-Unis, où le groupe est déjà en perte de vitesse.

## Le patron sur la sellette

Martin Winterkorn, le patron de Volkswagen depuis 2007, a fait son mea culpa et promis de coopérer avec les autorités américaines.

Sur cette affaire, il risque son poste. Il doit théoriquement être pro-

longé à la tête du groupe pour deux ans, jusqu'à fin 2018, au cours d'une réunion du conseil de surveillance vendredi 25 septembre. Ce doit être la consécration pour cet homme de 68 ans après le duel en coulisses qui l'avait opposé au printemps à son ancien mentor et homme fort de Volkswagen, Ferdinand Piëch.

## Repères

### Numéro 1 mondial

Volkswagen est depuis début 2015 le champion mondial de l'automobile en nombre de voitures vendues, devant le japonais Toyota.

### La « voiture du peuple »

Fondé en 1936 par Ferdinand Porsche, le constructeur automobile veut alors produire la « voiture du peuple » (« Volkswagen ») voulu par Adolf Hitler dans l'Allemagne nazie. C'est ainsi que Ferdinand Porsche inventa la Coccinelle, modèle familial indétrônable. Après la Seconde Guerre mondiale, le groupe produit le mythique « Combi » et grossira au fil des décennies à grands coups d'acquisition.

### Douze marques

Outre la marque Volkswagen, le groupe de Wolfsburg possède Volkswagen Nutzwagen (utilitaires), Audi, Porsche, l'espagnol Seat, le tchèque Skoda, l'italien Lamborghini, le britannique Bentley, le français Bugatti, les camions MAN et Scania et les motos Ducati.

## GRÈCE

# Europe : les bravos avant le bras de fer

Aujourd'hui commence le plus dur : l'application des mesures d'austérité acceptées à contrecœur par le Premier ministre Alexis Tsipras, dans une Europe où la gauche reprend des couleurs.

Francis Brochet

À croire qu'ils se sont donné le mot : les dirigeants européens ont tous salué, hier, la victoire d'Alexis Tsipras – le même que beaucoup décriaient il y a peu en gauchiste inexpérimenté... Mais ce revirement, dicté par le pragmatisme, ne signifie pas que l'avenir soit sans nuage.

## Pragmatisme oblige

Cette victoire donne « une raison d'espérer », a ainsi déclaré le commissaire européen à l'euro, le letton Valdis Dombrovskis, qui a bataillé des mois durant contre toute concession à la Grèce. Même satisfait en Allemagne, où l'on affirme la volonté de « travailler étroitement et en partenariat avec le gouvernement grec ».

Le pragmatisme commande : les chefs d'État et de gouvernement européens entérinent la légitimité renouvelée dans les urnes de leur pair. Ils notent aussi que le gouvernement Tsipras II est allégé des éléments les plus hostiles à l'euro, avec l'échec de l'alliance populaire ralliée par l'ancien ministre Yanis Varoufakis.

## En attendant la dette

Mais le plus dur commence : appliquer l'accord du 13 juillet et le Mémorandum de 32 pages de douloureuses mesures pour les retraités ou les agriculteurs grecs. « J'assume la responsabilité d'un texte auquel je ne crois pas », déclarait Alexis Tsipras, l'encre de sa signature à peine sèche... Il a dit durant la campagne son espoir d'en faire bouger les lignes. Mais le porte-parole de la chancellerie allemande a hier été clair :



Alexis Tsipras salue ses partisans dimanche soir à Athènes.

Photo AFP

l'accord « reste totalement valable ».

L'ambiguité ne pourra durer. D'autant que le début d'application du Mémorandum conditionne l'ouverture de la discussion sur l'effacement de fait d'une partie de la dette grecque (17 % du PIB), objectif premier d'Alexis Tsipras depuis janvier.

## La gauche ragaillarde ?

« L'Europe doit entendre le message des Grecs », s'est réjoui,

manche soir, François Hollande. Le président français veut engager le Premier ministre grec dans une bataille pour la « réorientation » de l'Europe plus à gauche – avec sa propre réélection en ligne de mire.

## Podemos espère imiter Syriza

Le message grec a déjà été entendu au Portugal, qui renouvelle son Parlement le 4 octobre, et en Espagne, où Podemos (gauche anti austérité) espère imiter Syriza aux législatives de cet hiver.

Ce possible renforcement du camp de gauche, dans une Union nettement dominée par les conservateurs et libéraux de droite, intervient à un moment sensible : le lancement du débat sur la réforme de la zone euro, sur fond de reprise économique en pénétré.

Mais on en saura sans doute plus le 7 octobre sur la redistribution des cartes entraînée par le scrutin grec : Angela Merkel et François Hollande feront une intervention commune devant le Parlement européen, manière de fixer le cap.

## Questions à

**Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques-Delors**  
**« Bonne nouvelle pour l'Europe »**

La victoire de Syriza est-elle une bonne nouvelle pour l'Europe ?

Oui, car elle permet de clore le psychodrame commencé avec son élection. Tsipras a un mandat pour rompre avec la Grèce des quarante dernières années : la corruption, la fraude fiscale, le népotisme, l'État trop faible... Et c'est une bonne nouvelle pour l'Europe.

Tsipras annonce « un gouvernement de combat »...

Il peut être tenté par un nouveau défi à ses créanciers, mais il a déjà perdu une bataille importante. Le problème de la Grèce, c'est de faire des réformes crédibles.

L'Europe s'est divisée sur la Grèce au risque d'un éclatement ?

Nous sommes dans une crise de croissance qui touche la colonne



DR

vertébrale, les fondamentaux : l'euro, la libre circulation... Cela va plier sur les réfugiés, ça va faire mal, mais on évitera la rupture. Mais ça va laisser des traces, entre dirigeants et dans les opinions publiques, après ce spectacle affligeant de chefs d'État et de gouvernement jouant les pompiers de crise... La crise des réfugiés donne l'impression de n'être pas sous contrôle, pendant que des gens meurent : il y a un déficit d'unité et d'efficacité.

Propos recueillis par F.B.

## Grèce : Syriza retrouve le pouvoir

